

LES JEUX D'ÉCHELLES DE L'ACTION COLLECTIVE : MILITANTISME LOCAL ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DANS LES CAMPAGNES DE COLOMBIE

Mathilde Allain

Presses de Sciences Po | « Critique internationale »

2019/1 N° 82 | pages 51 à 73

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724635812

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2019-1-page-51.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les jeux d'échelles de l'action collective : militantisme local et solidarité internationale dans les campagnes de Colombie

par Mathilde Allain

Un jour d'octobre 2014, des volontaires de l'Organisation non gouvernementale internationale (ONGI) des Brigades de paix internationales (Peace Brigades International, ci-après PBI) plantent leur drapeau près du campement de fortune de la communauté afro-descendante de La Unión, dans le Bas Atrato, en Colombie. Ce drapeau blanc symbolise la présence d'un organisme international dans une région difficile d'accès, où des familles déplacées viennent de retourner sur leurs terres. L'équipe de volontaires internationaux accompagne ce jour-là les membres d'une ONG colombienne, la Commission interecclésiale Justice et Paix (CIJP), venus soutenir les communautés menacées par une procédure d'expulsion. La situation est pour le moins paradoxale puisque deux entités administratives s'opposent sur le sort de ces familles. La police de Riosucio (département du Chocó) a enregistré la plainte d'un propriétaire terrien de la région qui réclame ces terres. Elle est donc venue pour expulser les habitants considérés comme des « occupants ». Or l'Unité de restitution des terres (URT), créée en 2011 et qui dépend du ministère de l'Agriculture, considère que ces territoires appartiennent

aux communautés afro-descendantes et que celles-ci bénéficient de protections particulières en tant que victimes du conflit armé. Les représentants de ces deux administrations sont escortés jusqu'à La Unión par la police militaire qui encercler rapidement les baraquements de fortune et filme la scène. Les échanges entre les habitants et les deux institutions sont rapides. Devant le fonctionnaire de l'URT, l'inspectrice de police reconnaît que les communautés sont légitimes sur leurs terres ancestrales. L'expulsion est annulée et tout le cortège peut s'en aller. Les membres de la CIJP et les dirigeants de la communauté réunissent alors les familles pour faire le bilan de cette première victoire pour la reconnaissance effective du territoire collectif. Les deux volontaires internationales de PBI se retirent en expliquant qu'« elles ne font pas de politique »¹.

Cette scène, qui témoigne de la localité des enjeux fonciers dans le pays, révèle également l'importance de la solidarité internationale. La police militaire s'est en effet retirée des baraquements dès qu'elle a aperçu les volontaires internationaux. Cet œil étranger sur les interactions locales a permis de calmer les tensions et de garantir le retour des populations déplacées sur leur territoire². En Colombie, les organisations locales mènent leurs actions dans des contextes difficiles, où la menace sécuritaire se mêle à la pression exercée sur les terres et sur les ressources naturelles. Les intérêts économiques – projets miniers, pétroliers, industrie agroalimentaire – constituent la toile de fond de ce conflit dans plusieurs régions du pays. Les habitants des zones rurales, accusés de constituer les bases arrières des guérillas ou de leur fournir des informations et des vivres, y sont stigmatisés. Au sein des villages, les militants sont pris pour cibles par différents groupes armés (paramilitaires³, trafiquants et bandes organisées, armée colombienne et parfois groupes de guérilleros) qui cherchent à imposer leur autorité et à réduire les revendications locales.

Les organisations paysannes cherchent donc à faire connaître leur lutte : pour dénoncer l'inégalité de la répartition des terres, alerter les autorités et la communauté internationale sur les violations des droits humains et mettre en place des projets locaux de développement. Face à cette situation, l'État colombien adopte des positions ambivalentes, tantôt réprimant, tantôt protégeant. Certes, plusieurs mesures de protection des victimes du conflit et des communautés ethniques et paysannes existent et sont reconnues au niveau international, mais elles ont peu d'effets, voire aucun, au niveau local. Les critiques des ONG colombiennes à l'encontre de l'État sont multiples. Elles mettent en cause sa complicité dans les

1. Extrait de mon journal de terrain, Bas Atrato, Colombie, octobre 2014.

2. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, la Colombie comptait en 2016 6,7 millions de déplacés internes, plus de 2 millions l'avaient été entre 1996 et 2002 selon le Centre national de la mémoire historique de Bogotá.

3. Au début des années 1980, certains propriétaires terriens ont créé des groupes d'autodéfense. En 1996, plusieurs groupes paramilitaires se sont rassemblés sous la bannière des AUC (Autodéfenses unies de Colombie). Sur le phénomène paramilitaire en Colombie, voir Jacobo Grajales, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, 2016.

violences exercées contre les organisations sociales, notamment les liens entre l'armée et les groupes paramilitaires lors d'opérations dites de « contre-guérillas ». Les plus politisées dénoncent également des orientations économiques qui favorisent l'octroi de concessions minières et pétrolières sur les territoires des communautés locales ou la mise en place de grands projets agricoles qui se font au détriment des petits agriculteurs. Face à cette ambiguïté des autorités, les acteurs locaux cherchent des soutiens à l'étranger. Cette solidarité peut prendre plusieurs formes : l'accompagnement physique de dirigeants menacés directement sur le terrain (comme le fait PBI dans l'exemple mentionné), des plaidoyers (*advocacy*) à l'étranger pour rendre compte de la situation locale ou encore des financements pour des projets de développement. Ces échanges avec les acteurs internationaux permettent aux acteurs locaux d'acquérir une visibilité, de rendre légitimes leurs luttes dans l'espace national et de renforcer les collectifs vulnérables.

Ce sont ces relations de solidarité, par ailleurs complexes, que je me propose d'étudier, en analysant la façon dont les acteurs locaux mobilisés les conçoivent, les transforment et se les approprient. Ainsi le travail d'internationalisation de la cause paysanne et celui de localisation de la solidarité internationale dans les campagnes sont-ils concomitants. Il convient donc de conjuguer des travaux sur la localisation de la coopération internationale à destination des « pays du Sud »⁴ avec une étude des dynamiques d'internationalisation du militantisme⁵. À rebours des travaux portant sur la transnationalisation de l'action collective, et notamment ceux de Sidney Tarrow, je constate que les acteurs paysans colombiens n'ont pas pour objectif de créer un mouvement similaire à l'étranger ou de peser sur des instances supranationales. Le changement d'échelle (*scale shift*), tel que théorisé par Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, implique une augmentation du nombre de contestataires et un « rapprochement de revendications et [d'] identités »⁶ entre les acteurs, qui ne s'appliquent pas aux organisations locales et à leurs soutiens étrangers. D'autres études ont mis l'accent sur un phénomène de globalisation par le bas (*globalization from below*), au cours duquel des relations plus horizontales entre mouvements sociaux locaux sont créées, notamment des

4. De manière non exhaustive, citons Annie Collovald (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002 ; Pascal Dauvin, Johanna Siméant, *ONG et humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2004 ; François Grünewald (dir.), *Bénéficiaires ou partenaires : quels rôles pour les populations dans l'action humanitaire ?*, Paris, Karthala, 2005 ; Alice Corbet, « Quand l'humanitaire choisit ses victimes », *Projet*, 340 (3), 2014, p. 39-46.

5. Parmi ces travaux, voir Marie-Emmanuelle Pommerolle, Johanna Siméant, « Voix africaines au Forum social mondial de Nairobi. Les chemins transnationaux des militantismes africains », *Cultures & Conflits*, 70 (2), 2008, p. 129-149 ; Nonna Mayer, Johanna Siméant, « L'espace de l'altermondialisme », *Revue française de science politique*, 54 (3), 2004, p. 373-378. Plus spécifiquement sur le militantisme paysan, voir Delphine Thivet, « Le travail d'internationalisation des luttes : le cas de la Via Campesina : une analyse croisée France-Brésil-Inde », thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 2015.

6. Doug McAdam, Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 331.

échanges Sud/Sud⁷. Or, comme je le montrerai, les paysans colombiens ne sont pas toujours en situation de concrétiser ces relations avec leurs partenaires les plus proches. Ils cherchent plutôt à obtenir des soutiens étrangers pour continuer à mener leurs luttes, tout en essayant de rendre ces soutiens concordants avec leurs mobilisations. Il s'agit donc de jeux d'échelles⁸ plutôt que d'un simple changement de niveau de l'action collective⁹. La notion de jeux d'échelles permet de replacer les actions des acteurs dans leurs contextes, leurs pratiques et leurs incertitudes. Selon Jacques Revel, il convient de « privilégier l'expérience des acteurs en reconstruisant autour d'elle le contexte qui lui donne sens et forme »¹⁰. Les interactions entre les acteurs sociaux permettent d'expliquer comment s'élabore un processus plus macrosociologique tel que la solidarité internationale. À cette perspective temporelle, j'ajoute une dimension spatiale des échelles, nourrie par les réflexions des géographes¹¹. L'action collective peut changer d'échelle, matériellement (l'échelle de mobilisation : mener une action dans différents lieux, aller à l'étranger pour chercher des soutiens) et discursivement (l'échelle de revendication : modifier les causes, déterritorialiser les enjeux). Cette approche rend plus dynamiques et incertaines les relations entre les acteurs, puisque les locaux sont pris dans des logiques d'internationalisation qui parfois les dépassent et dans des dilemmes propres à leurs formes de militantisme. Il y a donc du jeu entre les différentes échelles. Cette réflexion théorique s'accompagne d'une approche empirique adaptée pour saisir la dialectique de la mobilisation en même temps que celle de la construction des solidarités.

Saisir et analyser les liens que cultivent des organisations locales avec des acteurs internationaux n'est pas chose aisée¹². Pour mieux comprendre les effets de ces rencontres au niveau local et la trajectoire des acteurs locaux au niveau international, j'ai suivi ces derniers et les ai parfois accompagnés dans leurs différentes actions collectives, dans la construction des projets locaux et dans les moments d'échanges avec leurs partenaires internationaux. J'ai également interrogé les dirigeants paysans sur leurs rapports avec ces soutiens, et analysé la documentation interne disponible (quand elle existait), qui pouvait rendre compte des

7. Je fais ici référence aux travaux portant sur différentes formes d'actions collectives transnationales. Richard Stahler-Sholk, Harry E. Vanden, Marc Becker (eds), *Rethinking Latin American Social Movements: Radical Action from Below*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2014 ; Saturnino Borrás, Marc Edelman, Cristobal Kay (eds), *Transnational Agrarian Movements Confronting Globalization*, Malden, Wiley Blackwell, 2008 ; Paul Kennedy, *Local Lives and Global Transformations: Towards World Society*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

8. Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Le Seuil 1996.

9. Je rejoins ainsi l'approche développée, entre autres, par J. Siméant dans « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux "transnationaux" dans quelques ouvrages récents », communication présentée au 8^e congrès de l'Association française de science politique, table ronde « Où en sont les théories de l'action collective ? », Lyon, 14-16 septembre 2005.

10. J. Revel (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, op. cit., p. 13.

11. Dominique Masson, « Politique(s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques », *Politique et sociétés*, 28 (1), 2009, p. 113-133.

12. J. Siméant, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, 100 (4), 2012, p. 129-147.

« traces » de ces échanges (tableau 1). Ainsi, j'ai cherché à « saisir empiriquement les changements d'échelle pratiqués par les acteurs eux-mêmes »¹³, l'ethnographie de ces rencontres permettant de saisir les « nombreux espaces dans lesquels sont encadrées les stratégies des acteurs »¹⁴.

Tableau 1 — Méthode pour saisir les jeux d'échelles pratiqués par les acteurs sociaux

	Niveaux d'interaction observés entre les acteurs	Perceptions des acteurs et discours sur leurs pratiques	Autres « traces d'échanges »
Local	<ul style="list-style-type: none"> – quotidien des militants – construction de projets locaux de développement – actions collectives locales – rencontres avec les acteurs internationaux sur le territoire 	Entretiens avec trois types d'acteurs : les habitants non investis dans l'organisation sociale, les membres de l'organisation sans responsabilité particulière, les dirigeants locaux et régionaux de l'organisation.	<ul style="list-style-type: none"> – dans les discours des acteurs mobilisés lors d'actions collectives, de rencontres et de réunions internes – éléments objectifs du paysage local (pancartes, matériel laissé par une mission dans les villages...)
National	<ul style="list-style-type: none"> – rencontres avec les partenaires internationaux – actions collectives communes avec d'autres mouvements – relations politiques avec d'autres mouvements sociaux 	<p><i>Principales questions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – récits des habitants des territoires et rôle des acteurs internationaux – perception sur ces acteurs internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> – archives des organisations (comptes rendus des réunions, liste de financeurs, projets et demandes de financement) – entretiens avec les principales organisations d'accompagnement physique et ONG colombiennes des droits humains
International	<ul style="list-style-type: none"> – déplacement des acteurs à l'étranger – réunions pour préparer les déplacements – rencontres concrètes avec les partenaires internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> – perception sur l'internationalisation de leurs revendications – analyse des acteurs sur ces rencontres et sur l'aide internationale au niveau local 	<ul style="list-style-type: none"> – entretiens avec les ONGI

© Tableau de l'auteure

Les acteurs locaux que j'ai étudiés et dont j'ai comparé les rapports qu'ils entretiennent avec la solidarité internationale sont des militants paysans qui ont un discours sur l'origine des injustices dont ils sont victimes. Leurs demandes de solidarité s'inscrivent dans un cadre militant régional et national, celui de la lutte politique pour les droits humains en Colombie et, plus précisément, celui des revendications agraires des paysans sans terre¹⁵ du Magdalena Medio et des demandes territoriales des populations afro-descendantes du Bas Atrato

13. J. Siméant (dir.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 15.

14. *Ibid.*, p. 16.

15. Je me réfère à des acteurs locaux qui vivent de l'agriculture familiale de subsistance, et qui ont peu ou pas accès à la terre, aux crédits, aux infrastructures et aux marchés agricoles locaux.

(tableau 2)¹⁶. L'Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra (ACVC, que je nommerai également l'association paysanne) réunit 120 villages et a été créée en 1998 à la suite d'une grande mobilisation des paysans de la région dans la ville de Barrancabermeja (Magdalena Medio) contre l'incursion des paramilitaires en 1996. Les responsables communautaires au niveau des hameaux étaient alors directement menacés par ces groupes armés et accusés de faire partie de la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). En tant qu'organisation paysanne, l'ACVC met en avant la crise humanitaire qu'a connue la région à la fin des années 1990, le manque d'approvisionnement en raison des blocus économiques et les exactions commises contre les habitants par l'armée colombienne et les groupes paramilitaires. Au cours des années 2000, elle a recentré ses revendications sur le développement rural et l'accès à la terre. Cette association est engagée dans plusieurs initiatives nationales visant à faire reconnaître le paysannat comme un sujet de droit à part entière (au même titre que les Afro-descendants et les Indiens) et elle a créé, avec d'autres organisations paysannes du pays, l'Association nationale des zones de réserve paysanne (ANZORC).

Les communautés du Jiguamiandó et du Curvaradó (ci-après les communautés afro-descendantes¹⁷) rassemblent les habitants de deux bassins voisins dans la région du Bas Atrato, organisés sous la bannière de l'association AFLICOC¹⁸. Victimes d'un déplacement forcé entre 1996 et 1997, ils ont décidé de retourner sur leurs terres à partir des années 2000 alors que les groupes paramilitaires opéraient toujours dans la région et que des entreprises agro-industrielles s'étaient installées illégalement sur leurs terres pendant leur absence. Sans attendre une restitution effective de leurs territoires collectifs, ces communautés ont mis en place des « zones humanitaires » puis des « zones de biodiversité » pour se protéger et protéger leurs cultures, et ce grâce à plusieurs organisations colombiennes de défense des droits humains. Les dirigeants de ces communautés (des autorités considérées comme « ancestrales ») ont tenté de rendre visibles leur situation d'urgence et les mesures structurelles nécessaires pour développer leurs territoires au cours des années 2000. En menant des actions collectives autour de la

16. J'ai choisi de comparer des organisations sociales relativement distinctes (par leur forme et leurs caractéristiques organisationnelles – association paysanne et conseils communautaires afro-descendants) et qui représentent différentes expressions et pratiques de la lutte pour la terre en Colombie. Ces deux organisations ont toutefois des traits similaires : elles ont été créées à la fin des années 1990 dans un contexte sécuritaire, humanitaire et social difficile, dans des zones touchées par la violence et dans des régions fortement convoitées pour leurs ressources naturelles.

17. Ces communautés sont composées de paysans, au sens où leurs membres travaillent la terre et vivent de l'agriculture. Je parle d'« organisations paysannes » parce que les communautés afro-descendantes partagent avec l'ACVC une revendication foncière et territoriale. Après la Constitution de 1991, la loi 70 de 1993 a donné la possibilité aux populations de demander la reconnaissance d'un territoire collectif. Ce n'est qu'au cours des années 2000 que la revendication ethnique s'est ajoutée aux luttes agraires plus classiques.

18. Association des familles des conseils communautaires des Curvaradó, Jiguamiandó, Pedeguita et Mancilla, et Vigía Curvaradó. Menée historiquement par les dirigeants du Curvaradó et du Jiguamiandó, l'AFLICOC rassemble désormais la majorité des conseils communautaires des bassins nommés (tableau 2).

mémoire, ils ont dénoncé les crimes commis sur leurs terres et la complicité des pouvoirs économiques et politiques. Depuis leur retour sur leurs territoires, ils tentent également de mettre en place des projets de coopératives locales.

Ces deux organisations paysannes ont parcouru des chemins très différents, mais les temporalités de leurs actions et les interlocuteurs internationaux qu'elles ont rencontrés signalent une trajectoire commune vers l'international et une intégration progressive de ces soutiens aux luttes locales. Indépendamment de la complexité propre à tout territoire, elles témoignent d'une situation que l'on retrouve dans d'autres parties du pays. Pour rendre compte de ces relations de solidarité, je reviendrai tout d'abord sur le processus d'internationalisation des acteurs locaux, en mettant en avant les contextes militants dans lesquels il se met en place ainsi que les difficultés d'adaptation de la cause paysanne à la solidarité internationale. J'étudierai ensuite la localisation de la solidarité, en abordant l'usage des aides venues du Nord et du Sud.

Tableau 2 — Contexte et évolutions des revendications des organisations sociales étudiées

Organisations étudiées	Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra, ACVC	Communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó
Région	Région du Magdalena Medio (ville principale Barrancabermeja)	Région du Bas Atrato (département du Chocó)
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> – incursion paramilitaire et opérations « antiguérilla » en 1996 – forte répression des dirigeants sociaux et paysans – exactions et déplacements de populations 	<ul style="list-style-type: none"> – incursion paramilitaire et opérations « antiguérilla » en 1996 et 1997 – forte répression des dirigeants sociaux et paysans – exactions et déplacements de populations
Genèse mouvement	<ul style="list-style-type: none"> – naissance de l'organisation paysanne sous forme d'association en 1998 – création de la zone de réserve paysanne 	<ul style="list-style-type: none"> – retour des communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó sur leurs terres – constitution des zones humanitaires au début des années 2000 – constitution de l'association AFLICOC
Évolution des principales revendications	<ol style="list-style-type: none"> 1. accès à la terre pour les paysans sans terre 2. défense des droits humains et dénonciation de la situation humanitaire 3. développement rural, protection du territoire et des zones de réserve paysannes, reconnaissance du paysannat comme sujet de droit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. retour sur leurs terres et dénonciation de la situation humanitaire 2. défense des droits humains et dénonciation de la situation humanitaire, accès effectif aux titres de propriété pour les Afro-descendants, réparation pour les victimes 3. accès effectif au territoire et développement rural

Internationaliser des acteurs et des contextes locaux

L'internationalisation des militants s'opère dans des contextes locaux précis qui pèsent sur ce processus tout en l'inspirant. En reconstruisant les premiers pas de ces organisations vers l'international, je montre pourquoi et comment la question des droits humains a façonné de différentes manières les collectifs ainsi que les contacts liés par la suite avec certaines ONGI. J'appréhende ainsi le travail d'organisation mis en œuvre pour faire face à l'urgence humanitaire et pour construire, dans le même temps, des revendications politiques et sociales.

Les héritages militants locaux et le rapport à la solidarité internationale

La fin des années 1990 a été une période d'intensification des actions violentes des groupes paramilitaires et le point d'orgue d'une transformation importante des organisations locales. Les récits des habitants de ces deux régions montrent que ces violences ont déclenché le besoin de chercher des soutiens en dehors des frontières colombiennes. La tâche n'était cependant pas facile. De fait, comme l'explique Juan Carlos Guerrero Bernal, la guerre en Colombie n'est apparue dans les agendas des ONGI qu'à la fin des années 1990¹⁹. Et Sophie Daviaud rappelle que l'œil des médias et des décideurs politiques internationaux était davantage attiré jusque-là par la situation des dictatures du Cône Sud²⁰. Dans un premier temps, les organisations paysannes ont donc fait appel à leurs relais les plus proches dans le tissu militant local et régional. Au cours de ce processus d'internationalisation, la cause des « droits humains » a servi à protéger l'intégrité physique des acteurs locaux menacés, tandis que l'usage d'un lexique mobilisant ces droits et le droit international humanitaire permettait d'acquérir une certaine visibilité au niveau international. Il existe des réseaux militants et professionnels bien organisés autour de cette thématique en Amérique latine et des institutions internationales spécialisées (la Cour interaméricaine des droits de l'homme, CIDH, par exemple)²¹. Leurs discours s'intègrent aux revendications locales en fonction de l'histoire militante des lieux et des réseaux disponibles sur place.

Dans le Bas Atrato, région très isolée et délaissée par les politiques nationales, l'État est historiquement absent. Dans les années 1970, des petits syndicats agricoles sont apparus mais leurs luttes ont été très violemment réprimées et cet

19. Juan-Carlos Guerrero Bernal, « La fixation progressive d'une représentation floue de la violence colombienne sur la scène médiatique internationale », *Hermès, La Revue*, 46 (3), 2006, p. 169-178.

20. Sophie Daviaud, *L'enjeu des droits de l'homme dans le conflit colombien*, Paris, Karthala, 2010.

21. Sur cet activisme transnational, voir Margaret E. Keck, Kathryn Sikkink, *Activists beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998. Pour une approche qui met davantage l'accent sur la production de l'expertise, sa diffusion et son évolution en fonction des contextes locaux, voir Yves Dezalay, Bryant G. Garth, *La mondialisation des guerres de palais*, Paris, Le Seuil, 2002.

héritage est peu perceptible au sein des communautés afro-descendantes. Celles-ci mettent plutôt en avant le rôle des missionnaires religieux qui, s'inspirant de la théologie de la libération et des préceptes de l'« Église des pauvres », ont été les seuls acteurs extérieurs présents sur ces territoires jusqu'en 1996. Au-delà du référent religieux, les paroisses ont mis en place des services sociaux pour lutter contre la pauvreté et aidé, comme dans d'autres zones du pays, à constituer des organisations sociales, les « communautés ecclésiales de base ». Cela explique en partie pourquoi la CIJP, créée par des prêtres, accompagne ces communautés depuis le déplacement forcé de 1996.

Les communautés afro-descendantes font connaître leur situation à diverses ONGI grâce aux réseaux de la CIJP, constitués d'organisations chrétiennes à l'étranger. Pour les habitants des bassins du Bas Atrato, leur identité de « civils » (dans le sens de non-combattants) les protège et leur sert à donner l'alerte sur les violations du droit international humanitaire. Ils insistent autant sur la vulnérabilité de leur situation que sur leur neutralité dans le conflit. Les termes de « zones humanitaires » et les banderoles tendues à l'entrée de ces espaces de vie renvoient directement au registre de l'urgence. Par exemple, à l'entrée de la zone de Camélias (bassin du Curvaradó), construite au début des années 2000, on peut lire, peint en grandes lettres sur un panneau en tôle, « Zone humanitaire de Camélias. Entrée interdite aux acteurs armés, lieu exclusif pour la population civile ». Ce discours ainsi que la dénonciation internationale croissante de l'ampleur des phénomènes de déplacements forcés dans le pays ont très vite placé les communautés au cœur d'un élan de solidarité internationale qu'elles ne maîtrisent pas toujours. La CIJP guide les ONGI sur ce terrain, pour faire connaître la situation, accompagner les diagnostics et acheminer l'aide. Le Secours catholique, Christian Aid, la Croix-Rouge et Médecins du Monde interviennent largement dans cette partie de la Colombie.

Depuis les années 2000, le lexique humanitaire se conjugue avec celui de la protection des minorités ethniques. L'identité afro-descendante des communautés a été mise en avant par les acteurs internationaux et les ONG colombiennes, et cet « héritage » est devenu une ressource pour les habitants. Les titres des territoires collectifs reconnus par l'État en vertu de la loi 70 de 1993 aux « communautés noires rurales riveraines du Pacifique » ont été obtenus entre 1997 et 2000 dans le Bas Atrato. En 2003, la CIDH a octroyé des mesures de protection provisoires aux communautés du Jiguamiandó et du Curvaradó et exercé une pression sur l'État colombien pour qu'il mette en place des procédures spécifiques de restitution des terres aux Afro-descendants, ce qui a été fait à la fin des années 2000. L'appropriation de cette reconnaissance institutionnelle, tant nationale qu'internationale, n'est pas allée de soi pour ces communautés. Les dirigeants de ces bassins n'avaient pas mis cette appartenance en avant dans leurs mobilisations précédentes et ils n'ont d'ailleurs pas participé au processus de reconnaissance ethnique de

leurs territoires. De plus, cette identité ne correspond pas toujours à la manière dont ces habitants conçoivent leurs appartenances et leur vie en communauté²². Enfin, s'ils représentent objectivement des protections et une reconnaissance, tous ces mécanismes juridiques ne permettent pas, dans les faits, aux communautés de rester sur leurs terres en toute sécurité.

Pour les paysans de l'ACVC, la situation est un peu différente. L'association créée en 1998 compte parmi ses membres des militants qui ont connu d'autres engagements, au sein de l'Union patriotique (UP, née en 1985 à la suite des négociations de paix avec les FARC dans les années 1980) ou du Parti communiste colombien (PCC). D'autres ont également milité au niveau local dans les conseils d'action communale (plus petit échelon administratif). Leurs discours militants sont marqués par leurs années de formation marxiste. Ils lient aisément leurs revendications pour une meilleure répartition de la terre à une remise en cause du développement économique tel que promu par le gouvernement colombien. Ils ont également déjà fait l'expérience malheureuse de la violence politique et des persécutions au cours des années 1980 et 1990²³. La trajectoire de Miguel, par exemple, témoigne de la façon dont ces différents héritages ouvrent les voies de l'internationalisation. Né dans le département du Tolima dans les années 1950, Miguel doit fuir, très jeune, vers le département du Meta lorsque son beau-père est menacé. Marqué par la violence politique entre libéraux et conservateurs, il prend très tôt ses distances avec les partis politiques traditionnels. Grâce à l'obtention d'une bourse, il part dans la ville la plus proche pour suivre des cours d'agronomie et découvre au cours de cette période la vie urbaine et culturelle. Il devient par la suite secrétaire d'un conseil d'action communale dans un village mais l'arrivée des paramilitaires dans le Meta le pousse de nouveau à fuir. Arrivé dans la région du Magdalena Medio, il est rapidement élu au sein d'un autre conseil local et s'investit dans le travail communautaire (construction d'écoles, acheminement de médicaments). Dans les années 1980, il s'engage au sein de l'UP pour porter la cause des paysans puis se présente comme conseiller municipal. Menacé en raison de son militantisme, il se met en retrait après le massacre de Segovia en 1988, au cours duquel des paramilitaires assassinent 46 personnes. Dix ans plus tard, il participe à la grande mobilisation paysanne de 1998, acte fondateur de l'ACVC, et effectue dès 2002 un des premiers voyages à l'étranger de l'association. Il parcourt huit pays d'Europe occidentale et utilise ses relations avec les exilés de l'UP pour témoigner de la situation des campagnes du Magdalena Medio. À son retour en Colombie, il met en place des ateliers de formation dans le domaine des droits humains et du

22. Je m'appuie ici sur mes entretiens mais aussi sur les travaux du sociologue Carlos Agudelo, de la géographe Odile Hoffmann ou encore de la sociologue et anthropologue Jessica Corredor Villamil, qui ont étudié les constructions identitaires des communautés afro-descendantes et les processus historiques de métissage sur la côte pacifique colombienne.

23. Entre 1986 et 2000, plus de 3 000 membres de l'UP ont été assassinés dans tout le pays. Une grande partie des membres du PCC se sont exilés ou ont mis en sommeil leurs engagements.

droit international humanitaire, et fait part de son expérience militante dans les villages. Au cours de ces divers engagements, il acquiert une légitimité locale et apprend comment obtenir des soutiens internationaux.

À ces héritages militants incarnés par Miguel s'ajoute le tissu social de la région du Magdalena Medio, composé de nombreuses organisations de défense des droits humains et du premier syndicat des ouvriers du pétrole, l'USO (Union syndicale ouvrière). Toutes ces organisations constituent des relais efficaces dans les milieux urbains. Dès qu'a commencé la crise humanitaire à la fin des années 1990, l'association paysanne a tenté de conjuguer un message d'urgence avec une critique plus politique visant la responsabilité de l'État dans les violences faites aux dirigeants sociaux, syndicaux, paysans ou défenseurs des droits humains. Ce faisant, elle pouvait compter, *via* le tissu militant régional et les antennes de l'UP et du PCC, sur la collaboration un vaste réseau d'exilés politiques²⁴. Ces contacts rapides et précieux se sont traduits par l'arrivée de différentes organisations d'accompagnement international, dont certaines ont été créées exclusivement pour l'ACVC. Le Programme de développement et de paix pour le Magdalena Medio, créé en 1998, à Barrancabermeja, à l'initiative de plusieurs organisations sociales et religieuses, a également reçu le soutien de l'Union européenne qui tenait à financer ce « Laboratoire de paix ». À une réflexion sur la violence se sont ajoutés progressivement plusieurs projets pour lutter contre le déplacement et la pauvreté au cours des années 2000.

Si elles construisent des discours différents pour se présenter et rendre compte de leur situation – l'ACVC dénonce les raisons politiques de la persécution de ses dirigeants tandis que les communautés afro-descendantes alertent sur le drame humanitaire qui touche une population civile en danger –, les deux organisations paysannes ont de puissants relais parmi les ONG nationales. La défense des droits humains et le respect du droit international humanitaire sont les premiers thèmes mis en avant tout d'abord comme mots d'ordre pour protéger l'intégrité physique des acteurs locaux, puis comme outils pour mobiliser sur une situation de précarité plus générale. L'appropriation de ces références internationales par les acteurs locaux s'opère en fonction des héritages militants disponibles, qu'ils soient politiques ou religieux. Plus concrètement, les relais nationaux constitués par les ONG colombiennes jouent un rôle fondamental dans la coordination de l'aide internationale qui afflue dans ces deux régions, en particulier pour les communautés afro-descendantes qui maîtrisent moins leurs trajectoires d'internationalisation que les paysans du Magdalena Medio. Ainsi les premiers échanges avec les ONGI d'urgence et de développement ont-ils marqué différemment les collectifs locaux dans leurs expériences de solidarité internationale, et ce jusqu'à aujourd'hui.

24. Galvanisés par l'expérience internationale des exilés du Cône Sud arrivés en Europe et aux États-Unis durant les décennies 1970-1980, les militants colombiens réfugiés dans ces mêmes pays ont créé à leur tour des réseaux de solidarité pour témoigner de la situation colombienne.

Des difficultés à transmettre et à traduire les injustices locales

La protection conférée par la visibilité internationale et la présence des ONGI a permis en partie d'endiguer les violences au début des années 2000. Cette solidarité a eu également un effet durable sur la construction du militantisme local. L'activité militante est devenue plus complexe : il s'agit désormais de récolter les doléances locales (liées en partie seulement au conflit armé), de structurer celles-ci en revendications collectives tout en formulant des besoins de développement auprès de soutiens étrangers devenus incontournables. Plus qu'avec des niveaux d'action (local-organisationnel-international), les organisations jonglent avec différentes échelles de l'action collective car tous ces processus – construction de l'action collective et gestion de la solidarité – se déroulent en même temps. De plus, ces militants évoluent dans un contexte hostile, marqué par les violences dont ils sont la cible ainsi que par un manque de ressources financières et de compétences pour « gérer » ces relations.

Or les ONGI, plus à même de financer des projets locaux, ont chacune leur spécificité et leur lecture de la situation. David Garibay et Juan Carlos Guerrero Bernal montrent ainsi qu'il existe des « registres concurrents et spécifiques, relevant des compétences partielles de chacun des acteurs intervenant sur le terrain » (« crise des droits humains », « crise sociale », « crise politique », « crise humanitaire »)²⁵. Pour les paysans, la revendication territoriale est primordiale, mais c'est un impensé pour les acteurs internationaux qui leur viennent en aide. Le territoire représente un espace cognitif, productif et reproductif du collectif. Il n'est pas simple de « catégoriser » cette cause en « agendas » ou en « thèmes » susceptibles de motiver des actions de solidarité. Pour justifier des projets en Colombie, tant politiquement que financièrement, les coopérants sont amenés à construire des visions fragmentaires de la situation colombienne et se focalisent sur le conflit armé comme entrée explicative. Cette vision va pourtant à rebours de la démarche des collectifs organisés qui ne sont pas de simples bénéficiaires vulnérables²⁶. Pour ces acteurs locaux, le conflit colombien constitue seulement un des aspects du problème. Leurs terres étant au cœur d'intérêts économiques et stratégiques, les questions foncières (répartition et accès effectif à la terre) et agricoles (conditions de production et infrastructures) sont centrales pour comprendre leur situation. C'est parce que ces militants s'organisent pour revendiquer ces droits qu'ils sont menacés.

25. David Garibay, Juan Carlos Guerrero Bernal, « Identifier et interpréter une "crise extrême". La "communauté internationale" face au conflit armé en Colombie », dans Marc Le Pape, Johanna Siméant, Claudine Vidal (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 2006, p. 136-150.

26. Mathilde Allain, « Du statut de bénéficiaire à celui de co-construteur des projets d'aide : rôle des acteurs locaux dans la formulation des besoins humanitaires », dans Thomas Ribémont (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. À la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2016, p. 155-172.

Les dirigeants qui possèdent une expérience passée des mécanismes d'internationalisation ont pris conscience du fait que la mobilisation extérieure ne se ferait que si la situation était comprise à l'aune des enjeux de la coopération internationale. Il s'agit de *transmettre* la situation locale et de *traduire* les injustices et leur contenu politique. Les acteurs locaux doivent ainsi se livrer à diverses opérations²⁷ de sélection et de marquage des enjeux exportables afin que ceux-ci puissent être lus selon les catégories et les références internationales. Cette tâche est difficile pour les paysans colombiens qui, même s'ils maîtrisent le registre local, sont moins habitués à parler avec d'autres acteurs, à traduire des revendications en projets et à négocier des formes de solidarité. La gestion de ces nouvelles relations sous-entend en effet des connaissances dans plusieurs domaines (juridique, financier, logistique) et des compétences pour interagir avec des avocats ou des professionnels du développement. Ce processus d'ouverture vers d'autres interlocuteurs suppose également d'adapter le langage militant et local pour présenter les enjeux en des termes plus techniques et généraux. Pour se présenter, les organisations doivent pouvoir restituer les origines du mouvement (dates et lieux précis) et expliquer le cadre juridique auquel elles se rattachent, puis traduire des termes qui font sens localement, comme « résistance territoriale », en projets pour le « développement durable ». Par conséquent, les organisations paysannes doivent soit s'approprier ces savoirs et compétences, soit compter sur des intermédiaires pour faire valoir leurs revendications. L'internationalisation n'a donc rien d'inné ; il s'agit d'un processus long et difficile que seuls maîtrisent certains acteurs locaux. Si les profils sociologiques des militants des deux organisations sont similaires, ce sont le tissu social local du Magdalena Medio, les réseaux auxquels il permet d'accéder ainsi que l'appropriation d'un héritage politique encore vif qui font la différence entre les deux trajectoires d'internationalisation. Les communautés afro-descendantes, plus dépourvues au niveau des ressources militantes et également plus menacées dans leur intégrité physique, sont plus dépendantes de leurs relais nationaux pour sensibiliser à leurs causes.

Au cours de leurs premiers voyages à l'étranger, les dirigeants locaux des deux régions ont progressivement tenté de préciser leurs doléances. Certaines ONGI ont par exemple proposé aux représentants des zones humanitaires du Bas Atrato d'aller en Europe, aux États-Unis et au Canada pour témoigner de leur situation. Ces épisodes ont été un choc culturel majeur pour ces habitants dont certains n'étaient jamais allés ne serait-ce qu'à Bogotá, la capitale. C'est ce à quoi a été confrontée Maria, dirigeante de Camélias, lorsqu'elle s'est rendue au Canada, accompagnée d'une ONGI. Outre le froid, dont elle garde un souvenir très net,

27. Je m'inspire ici des travaux de Pierre Bourdieu sur l'usage des discours et l'importance des conditions sociales de production et de circulations des idées. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001 ; P. Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145, 2002, p. 3-8.

elle se rappelle avoir raconté plusieurs fois son histoire et celle de la communauté. Elle a parlé des grandes entreprises extractives minières, pétrolières et agro-industrielles qui s'étaient installées sur les terres des déplacés avec la complicité de l'État²⁸. Ces doléances interrogent directement la démocratie libérale colombienne et son modèle de développement. Sur ce point et hors de l'urgence, la solidarité internationale envers ces organisations engagées atteint ses limites. Les interlocuteurs canadiens qu'a rencontrés Maria ont pris note d'un besoin humanitaire et d'une demande de protection des communautés sans pour autant (re)mettre en cause le rôle des acteurs privés dans le déplacement des populations. Ainsi, les acteurs internationaux qui rendent matériellement possible l'action collective locale ne sont pas toujours les partenaires dont les paysans sont les plus proches sur le plan des idées.

Les organisations paysannes et afro-descendantes font donc face à des difficultés organisationnelles pour transmettre et traduire leurs situations et à des obstacles liés au caractère militant de leurs discours. Cette politisation ne correspond pas toujours à l'agenda de leurs partenaires internationaux. Durant ce processus d'internationalisation, les organisations locales ont appris à se réappropriier certains enjeux, et à utiliser cette aide pour nourrir leurs luttes locales.

Localiser la solidarité internationale

Tout le chemin parcouru vers l'international pousse les organisations locales à s'interroger sur elles-mêmes. En effet, elles ne disposent pas des mêmes capacités pour gérer ces nouvelles relations, traduire leurs revendications et intégrer les ressources internationales. De plus, leur objectif est avant tout de peser dans les débats nationaux sur la mémoire et la réparation des victimes et sur la transformation du monde agricole. Les multiples usages des ressources de l'aide venues du « Nord » et l'inspiration des luttes venues du « Sud » donnent ainsi à voir comment, concrètement, les solidarités internationales opèrent localement.

Transformer l'usage des solidarités du Nord

Les expériences de localisation des solidarités divergent fortement entre les deux organisations. L'association paysanne a pu diversifier ses partenaires, accroître le nombre de projets locaux financés et continuer des actions collectives à différents niveaux. Les communautés afro-descendantes ont reçu majoritairement des soutiens liés à l'urgence humanitaire pour continuer à défendre leurs territoires et

28. Des subventions aux agriculteurs désireux d'investir dans la production d'agro-carburants (palme africaine notamment) dans des régions comme le Bas Atrato ont été octroyées par l'État alors que ces cultures avaient été plantées sur des terres appartenant à des villageois déplacés.

leurs vies. Pour l'association paysanne, l'internationalisation offre des ressources utiles pour que sa cause soit reconnue au niveau national, pour les communautés, le registre humanitaire opère plutôt comme un carcan qui empêche de rendre visibles d'autres enjeux.

L'association paysanne pense son internationalisation comme une stratégie de mobilisation locale. Une équipe spécifique, « chargée des relations internationales », a été créée pour maintenir les liens construits dans les années 1990 et 2000 et les diversifier. Ensuite, l'association s'est surtout approprié la logique thématique des acteurs internationaux en morcelant la cause territoriale en plusieurs axes afin de glaner financements et partenariats : projets « pour la paix », « pour les droits humains », « pour le développement rural ». Les documents internes portant sur les financements internationaux de 1998 à 2014 illustrent ce découpage et surtout la recherche d'une concordance avec l'action collective. Le volet « développement rural » comprend par exemple des projets de production agricole (riz, canne à sucre, élevage de buffles) gérés en coopératives pilotées directement par l'organisation paysanne ainsi que des formations techniques (élevage, environnement, agro-écologie) organisées par les militants paysans. Les espaces de production et de formation sont donc aussi des espaces de socialisation pour continuer à rassembler des militants dans les campagnes. La part des financements internationaux alloués à la formation en matière de droits humains a d'ailleurs diminué au fil des années au profit d'ateliers de « renforcement organisationnel », davantage axés sur la formation des dirigeants et l'amélioration de la structure associative.

L'association transforme également ces relations internationales en ressources pour mener des actions collectives d'envergure nationale. Jusqu'en 2010, les demandes de financements internationaux étaient circonscrites aux projets pour les paysans de la région. Après cette date, l'association a formulé l'ambition de peser dans le débat national. Elle a ainsi utilisé certaines ressources internationales pour financer directement des actions collectives comme des rassemblements, et non plus seulement des projets de développement. Elle s'est également servi de la confiance acquise auprès de certains bailleurs grâce à sa bonne gestion des ressources financières pour se porter garante pour d'autres organisations appartenant au réseau des zones de réserve paysanne (ZRC), réunies au sein de l'ANZORC. Certains projets discutés et budgétés par l'association paysanne sont d'ailleurs destinés à d'autres organisations amies. Le réseau des ZRC est ainsi devenu un espace militant important qui permet aux différentes organisations paysannes d'échanger et de mutualiser leurs ressources. Les communautés afro-descendantes, elles aussi, partagent leurs ressources avec d'autres organisations et communautés qui vivent des expériences similaires en Colombie, mais elles ne sont pas réunies dans une organisation nationale.

Le développement de relations avec des acteurs politiques fait partie de l'ambition nationale de l'association paysanne. Grâce aux réseaux tissés au cours des années

2000, les membres de l'ACVC peuvent échanger avec des députés européens et nationaux issus de partis de gauche. Leurs discussions ne concernent plus seulement les droits humains mais abordent d'autres types de coopération :

– « C'est un autre axe, plus propre à l'ACVC, plus politico-social, on va dire que ce n'est pas nécessairement un travail de droits humains, mais [ce sont des relations] qui remettent en question le système politique colombien. Cela a aussi à voir avec les exilés, parce que ces derniers ont créé des réseaux à travers leur travail.

– *Mais pour aller au Parlement européen [mentionné un peu plus tôt dans l'entretien], il faut avoir des contacts, non ?*

– Oui bien sûr, mais là on parle d'un travail de plus de dix ans, regarde, la proposition de travail de l'association est très forte, très convaincante, regarde aussi sa capacité d'organisation, sa capacité à se documenter, et aussi la capacité à proposer, c'est un groupe très important. Alors, ces voyages à l'étranger, tu vois, ces exilés, toutes ces personnes, ces groupes de solidarité... pas seulement les exilés d'ailleurs parce qu'il y a beaucoup d'Européens qui se joignent à ce travail... eh bien tout cela rejoint le travail des parlementaires, des journalistes, des partis communistes et socialistes européens qui ont clairement des commissions de travail internationales. En définitive, c'est réunir des intérêts avec les nôtres, non ? Là-bas, quand ils amènent la voix des gens, le visage de la personne qui porte les dénonciations de ce qui se passe en Colombie par exemple, ou de ce qui se passe dans le Tiers Monde en général, [c']est plus convaincant. Alors, on peut dire que c'est une stratégie qui rend plus convaincant le travail que nous pouvons faire, autant pour eux que pour nous »²⁹.

On comprend, à travers cet extrait d'entretien, que l'ACVC souhaite se placer sur un pied d'égalité avec ses interlocuteurs internationaux. Ces relations politiques vont de pair avec la trajectoire de l'association paysanne qui s'est rapprochée, au niveau national, du mouvement politique colombien la Marche patriotique, créé en 2010. Ce mouvement, qui réunit plusieurs organisations sociales et des mouvements populaires de gauche de tout le pays, s'est construit comme une plateforme pour repenser la transition vers la paix, le développement et la démocratie en Colombie³⁰.

Les communautés afro-descendantes n'ont pas la même expérience. Tout d'abord, elles abordent l'internationalisation de leur situation en étant plus démunies en termes de ressources et de capacités organisationnelles. Dans cette région reculée, la plupart des habitants n'ont pas suivi un cursus scolaire complet et ont un faible accès aux moyens de communication. Les membres de ces communautés ont

29. Entretien avec une membre de l'ACVC, Bogotá, octobre 2013. Les entretiens présentés ici ont été conduits en espagnol et traduits par mes soins, de même que les citations utilisées.

30. Selon sa déclaration politique, le mouvement prône une « deuxième et définitive indépendance » (<http://www.marchapatriotica.org/>).

du mal à distinguer les spécialités de chacun des acteurs internationaux et seuls quelques dirigeants identifient ces derniers par leur nom. La peur de la répression est un autre obstacle qui tenaille les responsables les plus emblématiques, pour la plupart sous protection pour leur propre sécurité³¹. Ainsi, par besoin et par contrainte structurelle, le registre humanitaire prévaut dans les relations de ces communautés avec les organisations internationales. Or ce registre ne permet pas de valoriser les solutions alternatives construites localement ou de dénoncer toutes les pressions exercées sur leurs territoires. Les habitants peinent à transformer ces solidarités. Sur la banderole toute neuve de la zone humanitaire de Costa Azul, délimitée en 2013, sur laquelle sont apposés les logos d'Amnesty International, de l'ONG Développement et Paix et de Christian Aid, on peut lire « En mémoire de Manuel et Samir³². Lieu exclusif pour la population civile, protégé par le droit international humanitaire ». Inscription similaire à celle de la zone de Camélias, construite dix ans plus tôt.

Installée au cœur du territoire du Curvaradó et omniprésente dans le quotidien de ses habitants, la CIJP est un intermédiaire³³ avec l'extérieur indispensable pour les communautés car elle est reconnue localement et dispose de réseaux internationaux. Des équipes « de terrain », composées de professionnels colombiens, accompagnent les habitants dans leurs dénonciations et encouragent les dirigeants dans ces tâches difficiles. Au niveau national, l'ONG dispose d'avocats qui examinent les cas de violations des droits humains, et ont d'ailleurs réussi à faire condamner des entreprises pour accaparements de terres illégaux. Au niveau international, l'ONG dispose de relais parmi certaines ONGI, ce qui permet à ses militants de faire avancer les recours des communautés auprès de la CIDH. Dans ce contexte d'isolement et de vulnérabilité, les liens tangibles entre acteurs locaux et internationaux sont ceux construits avec des personnes (plus qu'avec des ONGI précises) qui sont intervenues directement auprès des communautés sur le terrain. Dans le Bas Atrato, le registre de la mobilisation sociale et celui de la solidarité internationale se rencontrent parfois de manière étonnante. Cela a été le cas lors de la participation d'un groupe international de soutien à l'une des rares actions collectives entreprises par les communautés afro-descendantes sur leur territoire en 2013. Ce jour-là, des membres du réseau de solidarité « Foi

31. Selon le niveau de menace, ces protections peuvent être une voiture blindée, un téléphone portable pour prévenir des proches ou l'Unité de protection des victimes, un gilet pare-balles et/ou un garde du corps. Cependant, la majorité des dirigeants assassinés en 2016, 2017 et au début de l'année 2018 bénéficiaient de ces protections.

32. Ces deux paysans afro-descendants, le père et son fils, ont été assassinés dès leur retour sur leur territoire.

33. Olivier Nay, Andy Smith, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions », dans O. Nay, A. Smith (dir.), *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Économica, 2002, p. 47-86. Ici l'intermédiaire est bien plus qu'un « courtier du développement » qui serait chargé de trouver des financements pour des initiatives locales. Le travail de la CIJP consiste aussi à politiser les enjeux locaux en travaillant étroitement avec les communautés et en formant leurs dirigeants. Jean-Pierre Olivier de Sardan (dir.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projet*, Paris, Karthala, 2000.

et Politique » sont arrivés dans la zone humanitaire de Camélias. La CIJP les avait invités à participer à une marche menée par les habitants des zones humanitaires qui souhaitaient protester contre l'instauration d'une base militaire sur leur territoire. La manifestation s'annonçait tendue. Les consignes avaient été données la veille, lors d'une réunion entre les participants : la mobilisation devait être pacifique et organisée en « marche silencieuse » pour « marquer le coup » mais sans attiser les tensions avec les soldats. Les volontaires internationaux m'ont expliqué qu'ils étaient venus soutenir la « cause de la communauté » et qu'ils voulaient le démontrer en étant physiquement présents auprès des habitants. Pour certains, c'est la première fois qu'ils entreprenaient un tel voyage et ils connaissaient très peu la situation politique en Colombie. Au cours de la manifestation, l'un d'eux, Andrew, venu des États-Unis, a spontanément entonné une chanson de la lutte des Noirs américains pour leurs droits civiques qui s'apparentait, selon lui, à la lutte des communautés afro-descendantes. La scène était déconcertante : il chantait à pleins poumons et en anglais devant la base militaire, alors même que les dirigeants souhaitaient plutôt faire profil bas. Les manifestants étaient surpris par cette initiative, d'autant qu'ils ne comprenaient pas les paroles de la chanson d'Andrew. Puis, certaines personnes, profondément touchées, se sont mises à leur tour à fredonner des chants chrétiens. Main sur la poitrine, Andrew a partagé alors un moment privilégié avec les paysans du Curvaradó. Ainsi, grâce à l'émotion, certains actes de solidarité internationale prennent forme. Même s'ils ne permettent pas vraiment d'agir sur le fond des revendications des communautés afro-descendantes, ces liens constituent un ensemble de soutiens activables en cas d'urgence. De tels moments entretiennent aussi l'idée que les communautés ne sont pas seules, que leurs revendications sont crédibles et légitimes, autant de motivations nécessaires pour tenir moralement et oser élever la voix.

Les deux organisations locales tentent ainsi de se réapproprier et de transformer ces solidarités du Nord pour poursuivre leurs luttes militantes. L'association paysanne parvient à les utiliser pour poursuivre un militantisme national et plus politique. Les communautés afro-descendantes accumulent sans distinction tous les soutiens accessibles pour se protéger sans toujours parvenir à rendre compte de leurs revendications.

S'inspirer des luttes du Sud

Cette aide internationale provenant du Nord et arrivée au cours du conflit colombien n'est cependant pas la seule forme de solidarité entretenue par les militants locaux. Les dirigeants mentionnent d'ailleurs très peu les relations évoquées jusqu'ici lorsqu'ils s'adressent à leurs militants. Ce constat pousse à aller plus loin dans l'analyse des jeux d'échelles de l'action collective. Les acteurs locaux n'évoquent pas tous les soutiens internationaux de la même façon. L'étude

de leurs discours sur ces relations internationales permet de comprendre les logiques militantes à l'œuvre. Certains soutiens sont en effet plus politiques que d'autres et plus valorisants pour le mouvement social. C'est notamment le cas des partenaires du « Sud ».

Pendant les échanges entre militants, les dirigeants de l'ACVC font régulièrement référence aux luttes dites « anti-impérialistes » sur le continent latino-américain, celles des Zapatistes mexicains (EZLN, Armée zapatiste de libération nationale) et celles des Sans Terre brésiliens (MST, Mouvement des travailleurs ruraux sans terre) par exemple. Des outils et des références tels que l'éducation autochtone mise en place dans les villages zapatistes mexicains ou l'éducation politique et les logiques d'*asantamientos* (occupation de terres) du MST au Brésil sont valorisés au sein des communautés afro-descendantes. Pourtant, les relations effectives avec ces mouvements sont peu nombreuses. Les militants de l'association paysanne ont envoyé quelques-uns des leurs se former auprès des Sans Terre au Brésil et il existe des échanges d'informations entre les deux collectifs. L'ACVC fait également partie de la CLOC- Vía Campesina³⁴. Or, s'ils sont revendiqués par les dirigeants de l'association paysanne et par certains dirigeants afro-descendants, tous ces liens ne se concrétisent qu'en de très rares occasions.

Le processus d'internationalisation dépend de ressources certes matérielles mais aussi symboliques. Comme je l'ai dit précédemment, ce ne sont pas toujours les idées des acteurs locaux qui priment dans les échanges et le besoin de ressources conditionne parfois des « choix ». Par exemple, les dirigeants paysans de l'ACVC éprouvent un fort attrait pour le « processus vénézuélien » (*el proceso*, désignant la politique mise en place par Hugo Chávez), qui constitue pour eux « une grande bataille, une lutte de longue haleine, une bataille structurelle »³⁵. Pourtant, aucun échange concret n'a vu le jour entre l'ACVC et des organisations sociales vénézuéliennes. Interrogé sur ce paradoxe, un dirigeant de l'ACVC explique toute la complexité des relations internationales qu'entretient l'association paysanne : « Nous, ici, aucun des latinos ne va nous donner de ressources. C'est impossible de faire de la gestion [financière], on ne peut en faire avec personne. Ça, c'est aussi une des raisons pour lesquelles nous sommes allés en premier vers l'Europe. Et pour la différence médiatique aussi, qui est importante. L'Europe a donné de l'argent ici. Ce sont des miettes réellement en comparaison de tout ce qu'ils ont emporté [il fait référence ici à la colonisation espagnole]. Ce sont des miettes mais, ça, c'est [nous] donner une reconnaissance politique, et avoir une relation entre l'ACVC et le Parlement européen par exemple, ça, c'est un statut politique. Nous sommes allés au Parlement à plusieurs reprises, et là-bas ils [nous] ouvrent un espace, on parle, on dénonce avec les parlementaires amis, ceux de la gauche

34. La Vía Campesina est un mouvement international qui rassemble une grande diversité d'organisations de petits paysans à travers le monde. La CLOC est la coordination latino-américaine de ce mouvement.

35. Entretien avec une membre de l'ACVC, Bogotá, octobre 2013, cité.

unie, et tous ces liens politiques plus spécifiques. Alors, ces espaces politiques... ces espaces nous permettent d'avoir une gestion économique, ce sont les raisons fondamentales pour aller là-bas. Les relations avec le continent [latino-américain] sont d'ordre politique et organisationnel, dans le cadre d'un partage des problèmes et des expériences. Ce sont des expériences organisationnelles pour voir ce qui peut nous servir, pour mettre en place ici, et pour voir ce que nous pouvons aussi réussir [à faire partager] là-bas à partir de notre expérience ; mais ça ne va pas plus loin. Avec le MST [du Brésil] c'est ce genre de relations que nous avons. (...) Le Venezuela a la possibilité d'aider économiquement avec tout le potentiel en ressources économiques, cependant, ici les politiques d'État priment. Il n'est pas opportun pour le Venezuela d'avoir de mauvaises relations avec la Colombie, alors dans le cadre de ces bonnes relations avec l'État colombien, pour s'éviter tous ces problèmes, ils ne financent pas des projets de base. C'est ça l'expérience qu'on a avec les camarades. On a des amis vénézuéliens mais on n'a pas reçu un seul bolivar de là-bas »³⁶.

Ainsi certaines alliances sont-elles trop délicates et peu compatibles avec les financements en provenance des bailleurs internationaux. Ces « échecs » d'alliances ou tensions entre les échelles sont souvent sous-théorisés dans l'étude de l'internationalisation de l'action collective³⁷. Ils n'empêchent pas pour autant les organisations de tirer toutes les ressources symboliques possibles de ces brèves relations. En effet, l'échange de symboles, de pratiques et de discours peut avoir lieu sans interactions concrètes. Ces références permettent de replacer les luttes dans un mouvement plus large. Les dirigeants paysans rappellent ainsi à leurs bases sociales qu'elles ne sont pas seules dans cette situation et qu'elles mènent une bataille symbolique aux côtés des partisans d'une autre mondialisation et d'un développement alternatif. Leurs discours d'alterglobalisation ont un écho particulier pour les paysans colombiens, notamment depuis le mouvement social de 2013, appelé la « grève nationale agraire »³⁸.

Cette « domestication », processus par lequel les acteurs internalisent des conflits produits dans d'autres contextes³⁹, montre que les acteurs ne changent pas nécessairement d'échelle mais se servent des luttes produites ailleurs pour justifier leurs revendications. Les paysans s'inspirent non pas de la lutte en elle-même mais de ce qu'elle représente dans le contexte colombien. Le journal interne de l'ACVC,

36. Entretien avec un membre de l'ACVC, Bogotá, décembre 2013.

37. C'est un des constats dressés par M. Edelman dans « Transnational Organizing in Agrarian Central America: Histories, Challenges, Prospects », dans S. Borras, M. Edelman, C. Kay (eds), *Transnational Agrarian Movements Confronting Globalization*, op. cit., p. 61-89.

38. En 2013, plusieurs secteurs paysans se sont mobilisés dans plusieurs régions du pays, bloquant les routes et défilant dans les principales villes. Ce mouvement cherchait à dénoncer les conséquences locales de la (dé)régulation des marchés agricoles internationaux, après la signature des traités de libre-échange avec l'Union européenne et les États-Unis.

39. Donatella Della Porta, Sidney Tarrow (eds), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2005, p. 4-5.

Tierra, diffusé dans les différents villages et distribué à ses partenaires régionaux à Barrancabermeja, illustre cette importation de luttes. À titre d'exemple, un article de l'édition d'avril-juillet 2014 signé par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) mettait en parallèle la cause palestinienne (sans contextualiser le conflit israélo-palestinien pour les lecteurs paysans colombiens) et une critique du capitalisme. Certes, le FPLP a exercé une certaine attraction sur les mouvements de gauche en Amérique latine dans les années 1960 à 1980, et a des affinités idéologiques avec l'ACVC, mais il n'existe aucun contact entre ces deux organisations. L'écho des luttes palestiniennes permet à l'association paysanne de mettre en avant le cas d'un peuple qui lutte pour ses droits légitimes contre une force d'occupation⁴⁰. Elle interprète des conflits venus d'ailleurs au gré de ses propres références et, ce faisant, valorise une appartenance à une communauté de lutte.

Les luttes du « Sud » continuent ainsi d'inspirer et de stimuler la construction collective des organisations paysannes comme l'ACVC en Colombie, bien que les échanges concrets entre organisations ne se matérialisent qu'en de très rares occasions. Ces relations internationales platoniques sont des ressources utiles pour les collectifs locaux, qui les utilisent et les réinterprètent en fonction de leurs revendications.

Les relations internationales présentées ici rendent compte de la complexité de la solidarité internationale, hors de toute vision romantique d'une aide venue d'ailleurs ou d'un internationalisme des luttes paysannes. Pour parvenir à cette démonstration, je me suis nourrie des recherches sur le militantisme international en veillant à replacer les militants dans leurs contextes spatio-temporels et dans leurs pratiques. Je me suis également inspirée des travaux sur l'aide internationale en abordant celle-ci depuis les perceptions et les usages des acteurs locaux. J'ai montré que la construction de ces relations de solidarité était un double processus, d'internationalisation et de localisation, qui s'appréhende à travers l'étude des jeux d'échelles effectués par les acteurs locaux. C'est en suivant la logique de ces acteurs que je mets ainsi au jour les pratiques de l'action collective et la place qu'y occupe la solidarité internationale. L'articulation des différentes échelles concerne aussi la méthode d'enquête, puisque c'est en variant les points d'observation et les matériaux empiriques récoltés que j'ai pu appréhender les paysans en tant qu'acteurs multiples qui se présentent et se pensent de diverses manières.

40. Plus généralement, la « question palestinienne » est très présente dans les forums altermondialistes latino-américains et participe à la construction d'une rhétorique d'affirmation et d'autonomie contre l'impérialisme. Sur ce sujet, voir les travaux de Cecilia Baeza, notamment « Le rôle du Moyen-Orient dans les nouvelles relations internationales de l'Amérique latine », *Mouvements*, 76, 2013, p. 25-36.

L'ACVC et les communautés afro-descendantes du Jiguamiandó et du Curvaradó ne sont ni des acteurs stratégiques de l'international ni des victimes en attente d'une aide providentielle. Elles tentent, à partir de leurs réalités, de leurs moyens et des expériences passées, de se servir des mécanismes d'aide, des discours et des interlocuteurs auxquels elles ont accès pour obtenir un soutien à leur cause. Par ce mouvement concomitant d'internationalisation des revendications et de localisation des dynamiques internationales, j'ai souhaité mettre en avant les difficultés auxquelles sont confrontées les organisations locales ainsi que les ressources qu'elles tirent de ces relations. Les communautés afro-descendantes sont parvenues à constituer des soutiens utiles en cas d'urgence pour continuer à se mobiliser localement. Quant aux paysans de l'ACVC, ils ont progressivement diversifié leurs relations pour poursuivre leurs objectifs politiques de mobilisation nationale. Ainsi la solidarité n'est-elle pas toujours saisissable en tant que *résultat*. C'est comprise comme un processus sur le long terme qu'elle devient perceptible. L'« international » peine en effet à se concrétiser entre des rencontres incongrues, des échanges sporadiques et des solidarités parfois platoniques, mais les ressources et les inspirations venues d'ailleurs permettent aux collectifs de continuer à nourrir leurs mobilisations. La solidarité internationale aide les acteurs locaux à exister, à se mobiliser, à être crédibles et légitimes aux niveaux local et national. L'échelon national ne disparaît pas, il redevient au contraire central puisque les acteurs cherchent à participer à la construction des politiques qui les concernent et à obtenir une reconnaissance de leurs territoires et de leurs modes de vie.

Ce militantisme rural se trouve confronté à de véritables défis dans un contexte de post-accord de paix (signé en novembre 2016 entre le gouvernement colombien et les FARC) et après l'élection à la présidence en 2018 de Iván Duque, fervent opposant à la paix négociée avec la guérilla. Dans cette période qualifiée de « post-conflit », les ONGI font face à une réduction importante de leurs budgets⁴¹, et les acteurs locaux, qui se sont internationalisés et mobilisés dans un contexte de conflit, vont devoir continuer à défendre leurs droits avec moins de ressources et moins de visibilité internationale. Pourtant, la situation dans les campagnes n'a pas changé. En novembre 2017, la communauté de La Unión, dont l'histoire a introduit mon propos, a perdu son dirigeant, assassiné par des groupes paramilitaires alors qu'il dénonçait la présence des entreprises sur son territoire. Pour toutes ces raisons, une réflexion sur les différents apports des solidarités internationales, sur les ressources militantes locales et sur la manière dont les acteurs locaux politisent leurs enjeux est plus que jamais pertinente. ■

41. Entretien avec une coopérante internationale, Bogotá, novembre 2017.

Mathilde Allain est docteure en science politique et chercheure associée au Centre Emile Durkheim. Elle réalise actuellement un post-doctorat au COES (Centre d'études du conflit et de la cohésion sociale) à Santiago du Chili. Elle s'intéresse aux mobilisations locales autour du territoire en Amérique latine, et plus particulièrement aux processus de politisation des enjeux liés à la terre et aux ressources naturelles en Colombie et au Chili. Elle a publié (avec Alice Beuf) « L'agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien », *Revue Tiers Monde* (220, 2014, p. 45-62) et (avec Aldo Madariaga) « Contingent Coalitions in Environmental Policymaking: How Civil Society Organizations Influenced the Chilean Renewable Energy Boom », *Policy Studies Journal* (20 novembre 2018, <https://doi.org/10.1111/psj.12298>).
mathilde.allain27@gmail.com